

1 Bechir Fridhi<sup>1</sup>

2 <sup>1</sup> Universit Tunis El-Manar

3 *Received: 6 February 2015 Accepted: 5 March 2015 Published: 15 March 2015*

4

---

5 **Abstract**

6 En Tunisie, les PME représentent plus de 80

7

---

8 **Index terms—**

9 Résumé -En Tunisie, les PME représentent plus de 80% du tissu économique. Elles sont considérées comme  
10 un segment attrayant pour les banques puisqu'elles leur permettent de maximiser leur liquidité, de diversifier  
11 leur portefeuille et de faire face à la compétition et la réduction des parts de marché. Toutefois, les PME  
12 rencontrent plusieurs difficultés au niveau de l'octroi des financements auprès des banques. Suite aux dommages  
13 qu'a subi le secteur des PME depuis 2011 jusqu'à l'heure actuelle, le niveau des crédits accrochés (prêts non  
14 performants/NPL) ou encore créances douteuses s'est aggravé, presque le 1/3 des PME n'ont pas fait preuve de  
15 transparence et à honorer leurs engagements financiers en respectant les termes des contrats des crédits conclus  
16 avec les banques (taux de créances douteuses s'élève en Tunisie à 24%, contre 5 % au Maroc ). D'autre part, la  
17 pression de la concurrence sur le secteur manufacturier à cause de la libéralisation des échanges commerciaux et  
18 du commerce extérieur a augmenté.

19 Motsclés: crédits accrochés, assistance technique, restructuration financière. Résumé-En Tunisie, les PME  
20 représentent plus de 80% du tissu économique. Elles sont considérées comme un segment attrayant pour les  
21 banques puisqu'elles leur permettent de maximiser leur liquidité, de diversifier leur portefeuille et de faire face à  
22 la compétition et la réduction des parts de marché. Toutefois, les PME rencontrent plusieurs difficultés au niveau  
23 de l'octroi des financements auprès des banques. Suite aux dommages qu'a subi le secteur des PME depuis 2011  
24 jusqu'à l'heure actuelle, le niveau des crédits accrochés (prêts non performants/NPL) ou encore créances douteuses  
25 s'est aggravé, presque le 1/3 des PME n'ont pas fait preuve de transparence et à honorer leurs engagements  
26 financiers en respectant les termes des contrats des crédits conclus avec les banques (taux de créances douteuses  
27 s'élève en Tunisie à 24%, contre 5 % au Maroc ). D'autre part, la pression de la concurrence sur le secteur  
28 manufacturier à cause de la libéralisation des échanges commerciaux et du commerce extérieur a augmenté.  
29 En conséquence de quoi, le Gouvernement tunisien a présenté aux pays développés qui possèdent une longue  
30 expérience dans le domaine du financement des PME, plusieurs demandes d'assistance financière sous forme de  
31 lignes de crédits ou de fonds destinés au financement des PME. Afin d'atteindre les standards internationaux en  
32 matière de qualité et de coûts, et d'accroître la compétitivité des entreprises industrielles, un Programme de Mise  
33 à Niveau (PMN) a été lancé depuis 1996 aux fins de permettre au système productif tunisien de mieux s'adapter  
34 aux exigences du marché mondial fortement concurrentiel, d'encourager le partenariat industriel et de renforcer  
35 l'environnement socioéconomique de l'entreprise. Plusieurs mesures spécifiques ont été aussi introduites par les  
36 autorités tunisiennes pour encourager l'investissement privé dans le secteur des PME, notamment en augmentant  
37 le niveau des contributions du FOPRODI (Fonds de Promotion et de Décentralisation Industrielle) aux projets  
38 d'investissement et la création de plusieurs institutions afin de fournir aux PME une assistance technique et une  
39 restructuration financière.

40 Motsclés: crédits accrochés, assistance technique, restructuration financière.

41 **1 I. Introduction**

42 ans le secteur privé, les petites et moyennes entreprises (PME), y compris les microentreprises, ont un rôle  
43 particulièrement important. Il est largement admis que les PME constituent « la cheville ouvrière » du secteur  
44 privé, quelque soit son niveau de développement, et apportent une contribution non négligeable au développement  
45 économique en général et au développement industriel en particulier.

46 Les PME représentent plus de 90% des entreprises existant dans le monde et leur part dans l'emploi se situe  
47 entre 50 et 60%, elles font appel à une main d'œuvre plus nombreuse et tendent à contribuer à une répartition  
48 plus équitable des revenus que les grandes entreprises, elles contribuent dans les PVD à une répartition plus

## 1 I. INTRODUCTION

---

49 rationnelle des ressources et elles concourent à la mise en place d'un système de production intégré. Comme les  
50 PME constituent un segment majeur du secteur privé, et que leurs caractéristiques et possibilités spécifiques les  
51 distinguent des grandes entreprises, leur contribution au développement du secteur privé doit tenir une attention  
52 majeure.

53 Malgré un environnement international difficile et les changements climatiques, l'économie Tunisienne s'est très  
54 bien comportée au cours de cette décennie. Toutefois, plusieurs défis demeurent à relever, notamment l'emploi,  
55 la pression croissante de la concurrence étrangère et l'augmentation importante du prix du pétrole. En outre,  
56 en prévision de l'abolition des droits de douane en raison d'un accord de partenariat avec l'Union Européenne,  
57 le renforcement de la compétitivité des industries tunisiennes est devenu une question urgente. En outre, le  
58 Gouvernement tunisien vise à développer les industries locales et les opportunités d'emploi grâce à la promotion  
59 des PME et met en oeuvre des mesures destinées à mobiliser les capitaux et les technologies tant à l'étranger  
60 qu'à l'intérieur du pays, à développer les ressources humaines et à promouvoir le développement scientifique et  
61 technologique. Notamment, le Ministère de l'Industrie, dans le but ??e En conséquence de quoi, le Gouvernement  
62 tunisien a présenté aux pays développés qui possèdent une longue expérience dans le domaine du financement  
63 des PME plusieurs demandes d'assistance financière sous forme de lignes de crédits ou de fonds destinés au  
64 financement des PME.

65 A cet égard, un échantillon de 200 PME nous a été présenté par la BFPME et l'API, nous avons choisi 59 PME  
66 de divers secteurs d'activités et un entretien avec les plus hauts responsables a été fait dans le but (i) d'étudier  
67 de manière concrète les besoins de 1 Parmi les créances échues restées impayées, celles restées impayées pour plus  
68 de 90 jours sont considérées comme des crédits accrochés (prêts non performants./NPL). Les règles appliquées  
69 concernant les provisions par classe de risque (délai d'impayé) pour les crédits accrochés sont les suivantes -Banque  
70 centrale, Circulaire NO.91/24. Délai d'impayé de 90 à 180 jours, taux de provision de 20% ; délai d'impayé de 180  
71 à 360 jours, taux de provision de 50% ; et délai d'impayé supérieur à 360 jours, taux de provision de 100%. En  
72 2009, le secteur de l'agro-alimentaire a connu un taux de croissance de 12,4%, mais en 2012, le taux de croissance  
73 effectif n'était que de 2,6%. En ce qui concerne les secteurs industriels des matériaux de construction, de la  
74 céramique et du verre, le taux de croissance était de 2 % en 2012 (comparé à 6 % l'année précédente) en raison  
75 des fermetures successives des briqueteries et du faible taux de croissance de la production industrielle. D'autre  
76 part, les industries mécanique et électrique ont enregistré pour une deuxième année consécutive un taux effectif  
77 de croissance de 8% grâce à l'augmentation de la demande tant à l'intérieur du pays qu'à l'extérieur.

78 Bien que les industries chimiques aient enregistré en 2010 une croissance de l'ordre de 5% (3% en 2009), les  
79 industries du textile, de l'habillement, du cuir et de la chaussure ont enregistré quant à elles de manière inévitable  
80 une croissance négative de -2,5% ??-0,4% en 2009 et -3,7% en 2008) Lorsque l'entreprise établit un plan afin de  
81 réaliser le plan de mise à niveau, elle procède à une étude portant sur l'ensemble des investissements avec l'aide  
82 et l'appui de groupes de consultants, d'ingénieurs, de sociétés de design ou encore d'un centre technique. On  
83 exige également de celle-ci qu'elle établit un rapport résumant le plan proposé. Il est nécessaire qu'un plan  
84 de financement clair (incluant les crédits/prêts bancaires) figure dans ce plan. En outre, à partir de cette  
85 étape, les banques examinent les possibilités d'accorder des prêts et participent au processus pour déterminer  
86 la pertinence du plan. En tant que coopération financière pour permettre la restructuration financière, seule  
87 l'Agence Française de Développement (AFD) fournit depuis 1995 des lignes de crédit en quatre phases jusqu'à  
88 présent pour un montant total par ligne de crédit 120 millions d'Euros (30 millions d'Euros/ Phase). A l'heure  
89 présente, la situation est difficile, les progrès sont lents à cause de l'instabilité politique en Tunisie après la  
90 révolution. L'Agence Française de Développement (AFD) a adopté un mode d'évaluation directe de chaque  
91 projet individuel de financement. Dans le cas des lignes de crédit de la première à la quatrième phase, elle  
92 avait détaché des experts chargés de procéder à l'évaluation et à l'instruction des dossiers auprès des banques  
93 désignées. Toutefois, les demandes sont examinées par le Bureau de l'AFD à Tunis. Le taux d'intérêt des prêts  
94 en Euros accordés à l'Etat tunisien par l'AFD est de 3,5% et la prime de conversion en DT est de 1% et comme  
95 la commission de chaque banque concernée est de 3%, les prêts sont accordés aux utilisateurs finaux à un taux  
96 d'intérêt de 7,5% (la durée est de 7 à 12 ans). En tant que prêts à moyen et long termes, on peut considérer  
97 que les conditions sont avantageuses. Source : Auteur a) Description des entreprises faisant l'objet de l'enquête  
98 i. Entreprises nouvellement créées En ce qui concerne les entreprises nouvellement créées, l'enquête a été centrée  
99 sur un total de 12 entreprises présentées par la BFPME. En ce qui concerne les entreprises nouvellement créées  
100 en Tunisie, on peut les classer grossièrement en trois catégories: (1) les véritables créations d'entreprises (à partir  
101 de rien), (2) les créations d'entreprises par essaimage et (3) les créations de sociétés par des entreprises déjà  
102 existantes. Les entretiens qui ont été menés cette fois-ci ont porté en gros moitié-moitié sur la catégorie (1) des  
103 véritables créations d'entreprises et (3) des créations de sociétés par des entreprises déjà existantes, ceci n'incluant  
104 pas la catégorie (2) des créations d'entreprises par essaimage. En ce qui concerne le montant des fonds demandés  
105 pour le financement, on a constaté qu'il y avait un certain écart entre le montant maximum demandé de 4.700  
106 mDT et le montant minimal de 175 mDT. En ce qui concerne chaque projet individuel, on a eu l'impression  
107 qu'une analyse fondamentale suffisante portant sur le plan relatif aux recettes, les prévisions relatives au flux de  
108 liquidités (cash flow), etc. Grâce à une coordination avec les institutions financières concernées, les sociétés de  
109 conseil, etc.

110 ii. Développement des activités Les entreprises du type souhaitant élargir leur domaine d'activités étaient les  
111 plus nombreuses avec un total de 30 entreprises. Le modèle typique de ce type d'entreprises est une PME qui a

112 établi sa base d'activités dans le pays et qui souhaitent acquérir une compétitivité internationale, mettre en place  
113 de nouvelles lignes de production, améliorer la qualité de ses produits et accroître la productivité. (Annexe 2)

## 114 **2 v. Divers services de conseil incluant une assistance technique 115 (T/A)**

116 Parmi les entreprises susmentionnées, il y avait 12 entreprises qui ont des besoins d'une assistance technique  
117 et d 'autres conseils (services de consulting) dans le domaine entre autres de la gestion et du management de  
118 l'entreprise. De tels besoins en étaient clairement mis en évidence lors de tous les entretiens que nous avons eus  
119 avec les dirigeants de ces entreprises (y compris les entreprises bénéficiant déjà de services de conseil). Notamment,  
120 dans le secteur de l'industrie du textile, on a mentionné les besoins de conseil dans le domaine de la gestion en  
121 rapport avec les diverses mesures et stratégies à mettre en oeuvre pour résister à la concurrence des entreprises  
122 chinoises et asiatiques en général qui utilisent comme arme commerciale le bas prix de leurs produits. Remarque  
123 : IAA: Industrie Agro-alimentaire, IMCCV: Industries des Matériaux de Construction, de la Céramique et du  
124 Verre, IME: Industries Mécaniques et Electriques, ICH: Industrie de la Chimie , ITH: Industrie du Textile et de  
125 l'Habillement, ID: Industries diverses (à l'exclusion de l'industrie des services)

126 En ce qui concerne les entreprises qui ont été acceptées pour participer au Programme de Mise à Niveau  
127 (PMN), on a reconnu qu'elles possédaient un potentiel de croissance et avaient établi un plan d 'investissements  
128 prometteur. Toutefois, au regard de la situation financière présente, on constate que le pourcentage d'entreprises  
129 liées par des prêts à court terme est élevé. Par conséquent, pour obtenir le financement des banques conformément  
130 au PMN, le Bureau du PMN, (à condition que l'entreprise procède à la conversion des prêts à court terme en  
131 fonds fournis par un crédit à moyen et long termes), recommande l'application des primes fournis par le FODEC  
132 et des prêts fournis par des banques commerciales. En désigne ce type de cas sous l'appellation de programme  
133 de restructuration financière.

134 A l'arrière-plan de la nécessité d 'un tel dispositif se profile l'insuffisance d'un système de prêts à moyen et  
135 long termes destinés aux PME. On a pu constater également dans la présente enquête par échantillonnage que  
136 le montant des prêts à court terme était de 2 à 6 fois supérieur au montant des prêts à moyen et long termes  
137 selon ce qui nous a été rapporté. Dans la réalité, il est inévitable pour de nombreuses entreprises qui ont des  
138 besoins en prêts à moyen et long termes pour couvrir leurs investissements en équipements et installations, etc.  
139 d'avoir recours à des prêts à court terme. ? Les 57 entreprises souhaitant un financement sous forme de crédits à  
140 moyen et à long termes se sont montrées dans leur totalité intéressées par la fourniture de crédits à deux étapes  
141 (TSL) destinés aux PME. Toutefois, en ce qui concerne les conditions relatives aux taux d'intérêt, de nombreuses  
142 entreprises ont souligné qu'il était indispensable qu'ils soient au moins situés à un niveau inférieur (position  
143 avantageuse ) à ceux pratiqués par les institutions financières locales en Tunisie. ? On a pu également confirmer  
144 auprès des PME visitées qu'il existait une demande exprimée par celles-ci non seulement de soutien financier sous  
145 forme de financement mais également d'une aide pour les aspects « soft » (assistance technique sous forme de  
146 conseils et de guidance, stratégie de gestion et commerciale, etc.) ? Le déficit de transparence incite les banques  
147 à faire preuve de davantage de sévérité lors de l'octroi des crédits.

148 e) Montant à fournir souhaité par les PME pour assurer le financement i. Estimation du montant total de  
149 la demande de financement Le montant moyen du financement souhaité par entreprise est 33,991 MDT ÷ 59  
150 entreprises est environ 600 mDT. Selon cette formule, on a pu démontrer au moyen d'un calcul simple que le  
151 montant moyen du financement souhaité par entreprise était de 600.000 DT (600 mDT ou 0,6 MDT). Dans  
152 l'hypothèse où le montant moyen du financement demandé est de 600 mDT par entreprise et que 4816 PME  
153 présentent des demandes de financement, on peut estimer que le montant total du financement sera, en appliquant  
154 la formule suivante : 0,6 MDT × 4816 entreprises ? 2889,6 MDT. Le montant moyen par entreprise dans le cadre  
155 du Programme de Mise à Niveau (PMN) est selon le calcul suivant d'environ 1,7 MDT (Montant total certifié  
156 pour le projet : 8079,1 MDT/nombre de dossiers certifié : 4816. Si on considère en moyenne un financement  
157 de 600 mD assuré par les institutions financières, 40% du coût du projet pourra être fourni par les institutions  
158 financières. Toutefois, Ceci est plus ou moins conforme au sentiment que nous avons eu lors des entretiens avec  
159 chaque PME concernée. Autrement dit, si on considère que plus de 40 à 50% du coût du projet sera assuré  
160 par des fonds propres (y compris un financement assuré par un capital-risque ) et que les subventions et aides  
161 accordées par l'Etat dans le cadre du Programme de Mise à Niveau (PMN) représenteront 10 à 20%, les 30 à  
162 50% restants seront couverts par des crédits fournis par les institutions financières.

163 ii. Réponse des banques commerciales à la demande de financement

164 En ce qui concerne le montant total estimé de la demande de financement de 2889,6 MDT, on peut considérer  
165 que cela est réalisable sur les 3 ou 4 années à venir. Toutefois, selon les résultats de la présente enquête, le solde  
166 de crédit des six (06) principales banques commerciales s'élève à 19.493 MDT pour l'exercice 2014. Ainsi, même  
167 si on tient compte en hypothèse d'une augmentation de 2% par année fiscale (1.365 MDT pour 3,5 années), on  
168 peut estimer qu'il est possible pour celles-ci de répondre de manière positive.

## 169 **3 V. Conclusion**

170 Ce papier fournit un diagnostic sur la fragilité du positionnement des PME tunisiennes dans le développement  
171 du secteur privé et propose des recommandations pour le consolider. A cause des changements climatiques et un

172 environnement international difficile, la plupart des PME tunisiennes se trouvent dans une situation très critique.  
173 Toutefois, plusieurs défis demeurent à relever, notamment, la pression croissante de la concurrence étrangère  
174 et l'augmentation importante du prix du pétrole. En outre, en prévision de l'abolition des droits de douane  
175 en 2008 en raison d'un accord de partenariat avec l'Union européenne, le renforcement de la compétitivité des  
176 industries tunisiennes est devenu une question urgente. On a constaté que l'obtention des prêts était généralement  
177 difficile. Environ 66% des PME Tunisiennes estiment que les conditions de financement en Tunisie, sont de plus  
178 en plus difficiles. Cette étude a été effectuée auprès d'un échantillon de 59 entreprises, a relevé également que  
179 l'indice de perception de conditions de financement des PME tunisiennes (degré de satisfaction par rapport aux  
180 services proposés) se situe au niveau de -11,9 sur une échelle allant de -25 à +25. A cet égard 21% seulement  
181 des demandes de financement déposées par les PME auprès des banques sont satisfaites, alors que 34% donnent  
182 lieu à un financement partiel, 29% sont refusées en raison des conditions non acceptées et 14% sont rejetés  
183 catégoriquement. Dans un tel contexte, une très grande attente des entreprises à l'égard des crédits à deux  
184 étapes (TSL) destinés aux PME accordés par les institutions financières étrangères sous forme de ligne de crédit.

185 Le financement constitue le premier problème qui entrave le développement des PME en Tunisie. Car il  
186 demeure la locomotive à même d'apporter une dynamique de croissance pour ces entreprises. D'où, la nécessité  
187 de réformer le secteur bancaire pour qu'il puisse soutenir davantage les PME, par le biais des crédits, mais  
188 également, à travers un accompagnement et soutien durant les phases les plus cruciales. De leur côté, les PME  
189 sont invitées à faire preuve de transparence et à honorer leurs engagements financiers en respectant les termes  
190 des contrats des crédits conclus avec les banques (le taux de créances douteuses s'élève en Tunisie à 24%, contre  
191 5 % au Maroc). -Equipements, etc. : approvisionnement à partir de la société S (située en Europe) pour les  
192 principaux équipements destinés à l'assemblage.

## 193 4 References Références Referencias

194 -Montant total du projet ; 487.000 DT -Montant du capital : 243.000 DT (dont 103.000 DT financés par une  
SICAR) 1 2 3 4 5



Figure 1: L

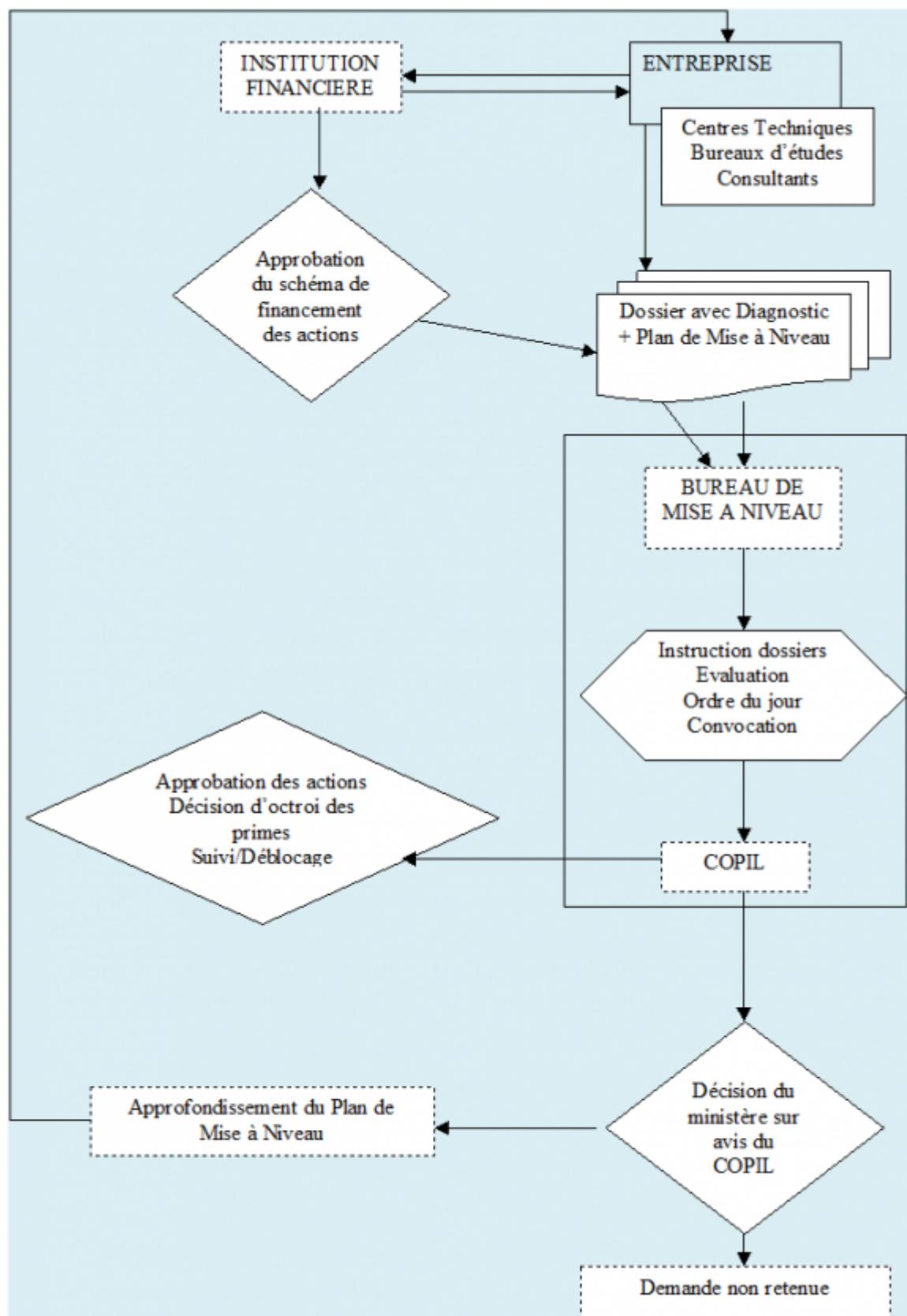


Figure 2:



Figure 3: Figure 7 :

8



Figure 4: Figure 8 :

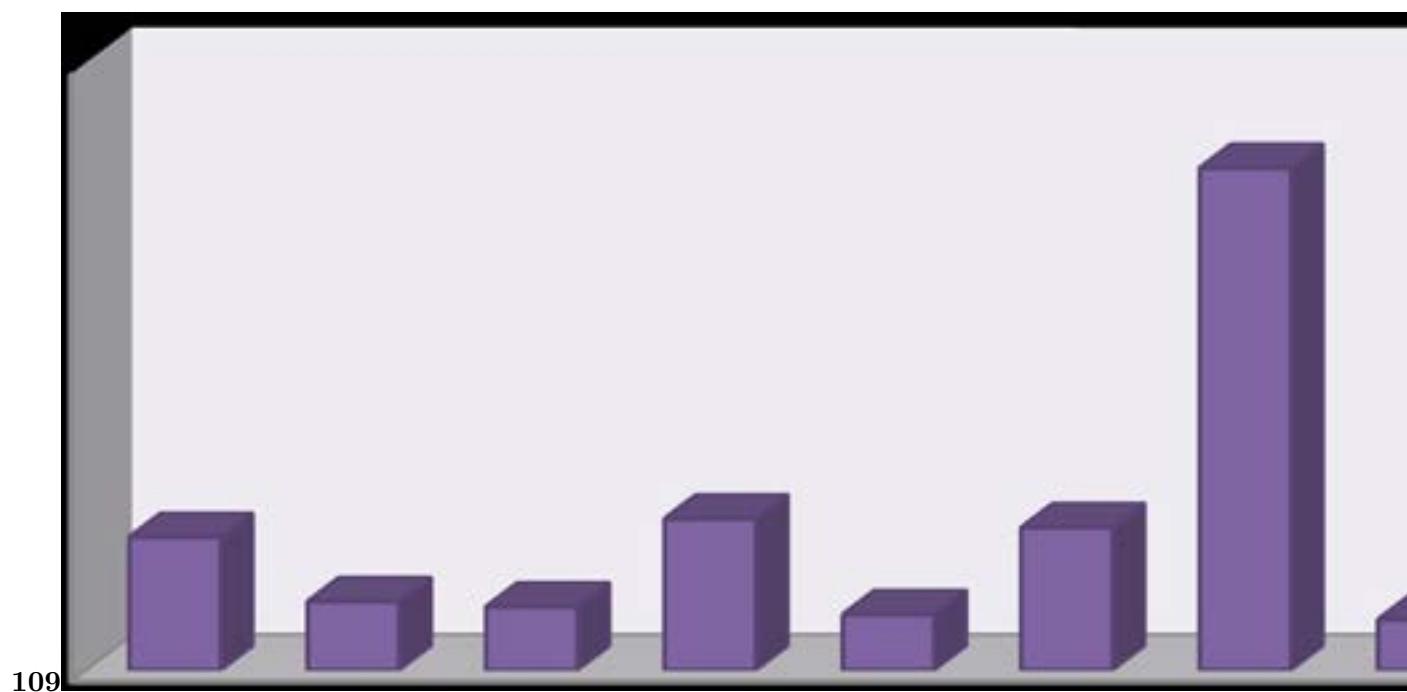


Figure 5: Figure 10 :Figure 9 :

réformes structurelles visant à renforcer la compétitivité industrielle, à augmenter le volume des exportations et investissements dans les secteurs les plus prometteurs,

à renforcer les infrastructures technologiques et à encourager une plus grande participation des (PME) au Programme de Mise à Niveau (PMN).

place un programme spécial visant à renforcer la compétitivité internationales des entreprises tunisiennes dans le domaine du textile et de l'habillement grâce à une coopération accrue dans le design des produits finis et la promotion de partenariat avec des entreprises étrangères. D'autre part, en avril 2005 une campagne intitulée « Programme de Modernisation Industrielle (PMI) » a été lancée et qui vise ainsi à promouvoir la diversification

manufacturières et de transformation dans leur ensemble, on a constaté en 2010 un ralentissement de leur croissance. La principale cause en est le ralentissement de la croissance du secteur de l'agro-alimentaire et la décroissance du secteur du textile et de l'habillement.

[Note: Cfinancement individuels]

II. Economie Tunisienne et Développement du Secteur Privé  
La Tunisie s'efforce de mettre en oeuvre

les infrastructures

En outre, en mars 2005, la Tunisie a mis

En ce qui concerne l'industrie

croissance. La principale cause en est le

Figure 6:

## 4 REFERENCES RÉFÉRENCES REFERENCIAS

---

### 1

Intervenants dans le processus	Rôles
BCT	Vérifier les PME mis à l'index
COPIL	Evaluer le programme de mise à niveau et l'éligibilité pour bénéficier des subventions
UGPO	Aider les PME dans la préparation du plan de restructuration financière
Banque	Evaluer le programme de mise à niveau et l'éligibilité pour bénéficier des subventions
Expert-Comptable	Aider les PME à réaliser leur plan de mise à niveau incluant la restructuration financière
Source?Auteur	
Application du système de primes du Fonds de Développement de Compétitivité Industrielle (FODEC) L'application	

[Note:  $(Working Capital 0 + M-LT Loans + capital increase) - planned Investments \geq 0$  (Fonds de roulement  $0 + Crédits à Moyen/Long Termes + Augmentation de capital) - Investissements Prévus \geq 0$  ii. Le ratio des fonds propres après les investissements prévus est égal ou supérieur à 30% :  $(Equity + capital increase) \geq 30\% (Net Fixed assets + planned Investments) (Fonds propres + Augmentation de capital) \geq 30\% (Immobilisations Nettes + Investissement Prévus)$  Figure 4 : Schéma de confirmation des dossiers demandant bénéfice du PMN Source?Auteur Global Journal of Management and Business ResearchFigure 6 : Programme d'approbation des projets de restructuration financière Source : Auteur]

Figure 7: Table 1 :

L'apport  
techniques, Pépinières d'entreprises, BFPME 11 ,  
Centres d'affaires)

IV. -Evaluation -Montant de Identification des Besoins des Entreprises au Moyen de L'en

-Suivi

Year (2) Confie le suivi du document -Etablissement d'un programme de

26  
Vol-  
ume  
XV  
Is-  
sue  
II  
Ver-  
sion  
I  
( )

restructuration financière -Conseils sous forme de " Coaching " -Suivi Unité de Ge

Jour-  
nal

## 4 REFERENCES RÉFÉRENCES REFERENCIAS

---

### 2

-Nombre. total des PME dont nous possédions les contacts.	200 entreprises/présentées par les agences et organismes concernés (BFPME, MIEPME, API, ?)
-Nombre d'entreprises contactées et suivies d'un entretien après contact	59 entreprises
-Parmi lesquelles celles souhaitant un financement	57 entreprises
-Parmi lesquelles celles souhaitant une assistance technique (T/A)	12 entreprises

Figure 9: Table 2 :

---

<sup>1</sup>L'apport Des PME Dans Le Développement Du Secteur Privé En Tunisie: Efficacité Désirée et Problème De Financement

<sup>2</sup>© 2015 Global Journals Inc. (US) 1

<sup>3</sup>Restructuration financière?Mesures d'amélioration du contenu des finances des entreprises, la méthode principale étant de remplacer la fourniture de fonds à court terme par un financement stable au moyen de prêts à long terme.

<sup>4</sup>Restructuration financière : Mesures d'amélioration de la structure financière des entreprises. Le principal moyen utilisé est la transformation des crédits à court terme en crédits à moyen et long termes.. © 2015 Global Journals Inc. (US)

<sup>5</sup>© 2015 Global Journals Inc. (US)

se développant avec sérieux et manière saine du point de vue de leur gestion, ont un ratio de capitaux propres élevé rencontrent des difficultés pour obtenir des fonds supplémentaires. Pour les entreprises trouvant dans cette situation, le point essentiel est de viser à améliorer l'organisation financière de l'entreprise en utilisant comme levier la fourniture de prêts à moyen et à long termes.

iv. Entreprises n'ayant pas de demande de financement à présenter

2015 Parmi les entreprises avec lesquelles nous avons eu des entretiens, deux entreprises nous ont Year répondu qu'elles n'avaient pas de nouvelle demande de financement à faire dans l'immédiat.

28 L'une d'entre elles était une entreprise de transformation de produits alimentaires pour Volumdaquelle une décision concernant la fourniture de fonds (y compris des subventions) avait d'ores et déjà XV

Is-  
sue  
II  
Ver-  
sion  
I  
)  
C  
(  
Global  
Jour-  
nal  
of  
Man-  
age-  
ment  
and  
Busi-  
ness  
Re-  
search

iii. Restructuration financière

15 Il y avait 17 entreprises qui avaient besoin d'une restructuration financière. Toutefois, bien qu'il s'agisse d'améliorer la situation financière de l'entreprise, celle-ci ne signifie pas pour autant que les entreprises largement déficitaires ou surendettées. Nous avons pris en considération les PME qui, toutes en

## 4 REFERENCES RÉFÉRENCES REFERENCIAS

---

### 3

b) Résultats obtenus par le PMN

D'après le rapport concernant les résultats depuis sa mise en place en 1995 et jusqu'à une date très récente (fin Juillet 2014), le nombre total de projets approuvés dans le cadre du PMN est de 4.816. Si on ajoute les 847

d'évaluation on obtient au total 5.687 projets (projets en cours d'évaluation ou déjà approuvés). En outre, les résultats de l'application du système de primes du Fonds de Développement de Compétitivité Industrielle (FODEC) s'élèvent à 1105,7 MDT, ceci correspondant à environ 14% du montant des investissements. Toutefois, si on examine l'objet des dépenses, on constate que 64% des primes sont destinées aux investissements en équipements et 36 % des primes à des investissements intangibles (coût du diagnostic de l'entreprise, etc.)

ayant bénéficié d'un aide dossier projet en cours

Figure 11: Table 3 :

	Entreprises créées		Elargissement du domaine d'activités		Restructuration finan-		
	d'entrepre	Nombre	Montant	Entreprise	Nombre	Montant	Nombre
1. Textile	1	0,180	13	9,670	6		1,423
2. Produits alimentaires	3	3,250	5	3,303	1		2,000
3. Ind. Mécanique et électrique	1	0,340	2	0,900	2		1.350
4. Ind. du cuir			3	1,485			
5. Mat.de construction			1	1,500	3		1,650
6. Produits chimiques			1	0,154	2		0,639
7. Services	6	1,818	2	0,501	1		0,118
8. Autres	1	0,400	3	3,090	2		0,220
TOTAL	12	5,988	30	20,603	17		7,400

Figure 12:

---

## L'apport Des PME Dans Le Développement Du Secteur Privé En Tunisie: Efficacité Désirée et Problème De Financement

- 34 2. Almeida.H et Campello.M. (2007). Les contraintes financières, la tangibilité  
Globale actifs et l'investissement des entreprises. *Review of Financial Studies*, 20.
- Jour-3. Ardict, OP, Mylenko, N. et Saltane, V. (2012). Les petites et moyennes  
national entreprises: une analyse cross-16. Silva, F. et Carreira, C. (2012). Avez con-  
of traintes financière menace le processus d'innovation? Preuve d'entreprises por-  
Mantugaises économie de l'innovation et des nouvelles technologies, 21. Annexes  
age- 5. Belze, L. et Gauthier, O. (2000). Innovation et croissance économique:  
mentRôle et enjeux du financement des PME *Revue internationale PME*, 13. 6.  
and Bhagat, S., Moyen , N. et Suh , I. (2005). . Placement et les fonds internes des  
Busi-firmes difficulté *Journal of Corporate Finance*, 11. 7. Brown, JR, Fazzari , SM  
ness et Petersen , C.-B. (2009). Financement de l'innovation et de la croissance:  
Re- flux de trésorerie, l'équité externe, et les années 1990, la R & D de Boom  
searche *Journal des Finances*, 64. 8. Brown, JR et Petersen , C.-B. (2009).  
Vol- Pourquoi l'investissement-flux de trésorerie sensibilité diminué si fortement?  
ume Rising R & D et les marchés boursiers développements. *Journal of Banking*  
XV and *Finance*, 33. 9. Campello, M., Graham, J. et Harvey , C. (2010). Les  
Is- effets réels de contraintes financières:. Preuves d'une crise financière *Journal*  
sue of *Financial Economics*, 97. 10. Dufour, D. et Molay, E. (2010). La structure  
II de financière des PME françaises: une analyse sectorielle sur Données de  
Ver- panneau. 31 e Congrès de l'Association Francophone de Comptabilité: crises  
sion et nouvelles Problématiques de la Valeur. Récupère le 11 mai 2014 du  
I site: <http://hal.archives-ouvertes.fr/docs/00/47/95/29/PDF/p101.pdf>. 11.  
YearGroff, J. et Nguyen -Thi , TU (2012). Motivations à l'éco-innovation: une  
( comparaison sectorielle Sur Les Entreprises au Luxembourg. Documents de  
) travail n o 2012-11 du CEPS / Instead. Une analyse dynamique du panneau  
36 de recherche en commerce international et des finances 27. 14. OCDE  
Glob(2004, juin). Le financement des PME Innovantes Dans Une économie 15.  
Jour-OCDE (2005). Le manuel d'Oslo, Principes directeurs Pour le recueil et  
nal l'interprétation des Données sur l'innovation 3 e édition. Paris, OCDE. 12.  
of Magri , S. (2009). Le financement des petites entreprises innovantes:. Le  
Mancas italien économie de l'innovation et des nouvelles technologies, 18. 13.  
age- Mateev, M., Poutziouris, P. et je Vanov , K. (2013). Sur les déterminants de  
mentla structure en Europe centrale et orientale: le capital des PME. country  
and avec un nouvel ensemble de données *Revue économique du Pacifique*, 17.  
Busi4. Becheikh, N. Landry, R. et Amara, N. (2006). Les Facteurs affectant  
ness l'Stratégiques innovation technologique DANS LES PME Manufacturières  
Re- *Revue canadienne des sciences de l'administration*, 23. , mondialisée. 2 e  
searchConférence de L'OCDE des ministres en charges des PME .Istanbul, Turquie.  
Vol- Annexe 1 Fonds accordés aux PME FOPRODI (lancé en 1973 et renouvelé  
ume en 1999) Fonds de Promotion et de Décentralisation Industrielle Conditions  
XV d'acceptabilité requises Caractéristiques Autres informations -Investissements  
Is- dans la création de nouvelles entreprises et dans l'extension des activités -  
sue Industries manufacturières et autres services connexes 4 M DT maxi. par  
II projet Echéance : 12 ans (période de grâce : 5 ans) Taux d'intérêt : 3%  
Ver- Capital propre minimum : 30% Et beaucoup d'autres aides et subventions  
sion En place depuis 1999. Le FOPRODI n'est octroyé que dans le cas ou  
I le projet comporte une participation d'une SICAR . FONAPRAM (1981)  
YearFonds National de Promotion de l'artisanat et des petits métiers Conditions  
( d'acceptabilité requises Caractéristiques Autres informations Entrepreneurs  
) individuels dans le secteur de l'Artisanat et des Petits Métiers 50.000 DT maxi.  
Yearpar projet. -Echéance : 11 ans (période de grâce : 7 ans) -taux d'intérêt :  
Year0% -Capital propre minimum : 40% -Primes d'investissements de 6% du coût  
38 du projet 80.000 DT maxi. pour les projets promus par des jeunes sortant



195 -Effectif : 35 employés c) Financements -Financement BFPME : 108.000 DT (Durée 7 ans/ taux d'intérêt  
196 TMM + 3%) / JBIC -TSL -Institutions partenaires du financement : 108.000 DT -Capital et autres :

197 271.000 DT \_\_\_\_\_ Total  
198 : 487.000 DT d) Commentaires : -Un très grand intérêt pour les possibilités de financement à moyen et à long  
199 terme assuré par la JBIC. La société aimerait que cela soit utile pour les fonds de stabilité à long terme.

200 -En outre, les responsables demandent s'il est possible d'intégrer des fonds de roulement à court terme en tant  
201 que " package " dans le cadre du financement de la JBIC ? Il existe également des besoins de financement à court  
202 terme (montant à court terme : 250.000 DT). On souhaite que ces thèmes futurs soient étudiés.

203 -Côté technique, les sites dépendant de la société S sont nombreux, et reçoivent individuellement des conseils  
204 relatifs aux techniques établies par cette société.

205 Avis :

206 -Il s'agit d'une entreprise en rapport avec les technologies de l'information qu'encourage activement le  
207 Gouvernement tunisien, et eu égard à son environnement il apparaît que les risques sont relativement limités  
208 et qu'il existe dans le futur des possibilités très intéressantes d'exportation de ses produits. On considère  
209 présentement que ces divers éléments peuvent être considérés raisonnablement comme positifs.

210 (Cas N° 2 : Mise à niveau) Il s'agit d'une entreprise proposée par la BFPME. Nous avons visité son usine  
211 qui a été fondée en 2003. Le responsable M. M. \*\*\* nous a décrit sommairement les activités de l'entreprise et  
212 donné des précisions concernant la demande de financement, etc. a) Contexte : M. M\*\*\* (30 ans) a suivi des  
213 études en chimie appliquée aux produits alimentaires et a bénéficié du soutien de son père qui était lui-même  
214 gérant d'une société de produits alimentaires. M .M\*\*\* a créé en 2008 la société S de fabrication de matière  
215 première destinée à la production de crème pour des pâtisseries. Vers la fin de l'année 2006, l'usine a été fondée.  
216 La société n'a pas trouvé de problèmes quant à la commercialisation de ses produits et pendant trois années elle  
217 a dégagé des résultats positifs. En 2012, le chiffre d'affaires était de 1.597.000 DT et les bénéfices nets s'élevaient  
218 à 25.000 DT. En outre, cette société a reçu trois fois le prix d'excellence des produits alimentaires tunisiens. A  
219 l'avenir, la société a décidé d'investir 700.000 DT pour le renouvellement des installations de l'usine et prévoit  
220 d'exporter vers les marchés européens. b) Profil des activités : -Dénomination : société S -Activités de la société  
221 : fabrication et commercialisation de crème pour la pâtisserie -Montant total du projet : 700.000 DT -Chiffre  
222 d'affaires (après la mise à niveau) : 4.350.000 DT -Acheteurs : les entreprises de production de pâtisseries locales  
223 en Tunisie. Développement vers des exportations destinées à l'Europe.

224 -Machines et équipements, etc. Installation de nouveaux équipements de production et amélioration des  
225 équipements existants / augmentation du nombre des équipements destinés à la conservation/ amélioration des  
226 installations destinées à l'expédition c) Financements : \* Financement par la BFPME : 215.000 DT (Durée 7  
227 années/ taux d'intérêt TMM + 3%) JBIC -TSL \* Financement BIAT : 215.000 DT \* Autres fonds : 270.000  
228 DT \_\_\_\_\_ Total : 700.000 DT d) Commentaires : -Intérêt pour le  
229 financement à moyen et long termes offert par la JBIC et de préférence par l'intermédiaire de la BFPME.

230 -En plus du présent projet, la société souhaiterait entamer la 2 ème phase de mise à niveau, le montant total  
231 serait de 1.200.000 DT.

232 -Assistance technique (T/A) : En plus de l'assistance technique, la société souhaiterait un appui au niveau du  
233 marketing.

234 Avis :

235 -En ce qui concerne les projets de mise à niveau et d'amélioration des compétences dans le domaine des  
236 exportations de produits finis soutenu par le Gouvernement tunisien et selon une étude de menée par une société de  
237 conseil, l'évaluation est positive précisant que les possibilités de succès sont réelles vu le bon rapport qualité/prix  
238 et qu'il était donc possible d'envisager d'aller de l'avant.